

Républicanisme et universalisme ou communautarisme et différentialisme...

Lorsque la « Presse » fait du zèle et que la gauche signe son arrêt de mort.

mercredi 11 juillet 2018, par [Jacques COTTA](#)

Sommaire :

Il est coutumier de dire que les phénomènes qui se produisent outre-Atlantique ne sont que le prélude de ce qui nous attend ici, avec un décalage dans le temps plus ou moins important. La mondialisation n'épargnant aucun domaine, les questions idéologiques, identitaires, civilisationnelles y sont soumises. Et la presse avec. Ainsi, au lendemain des assassinats de Charlie Hebdo en 2015, un journaliste noir américain de « The Atlantic », Ta-Nehisi Coates, par ailleurs militant noir des « black Panthers », interroge « Libération » sur la présence de journalistes arabes dans sa rédaction. La question semble tout autant anodine que les conseils proférés. « Aux Etats-Unis, il y avait un manque, mais il y avait des Latinos, des Noirs, dans toutes les rédacs » indique le confrère. Ce qui pouvait passer pour une simple réflexion anecdotique il y a trois ans, sans conséquence, a fait son chemin. En cet été 2018 le journal « Libération » nous indique que « cette question a été un sujet réel de réflexion au sein de la direction du journal ces dernières années ». « Sommes-nous une rédaction blanche » ? Et comme si cela était un drame, le journal d'indiquer « on l'a été, on l'est encore. Ça a changé un peu. On part de loin ». La démarche est pour le moins étrange.

Recensement ethnique et communautarisme

Pour répondre, le journal s'engage dans ce qui ressemble à un début de recensement ethnique. Voilà donc un des principaux quotidiens parisiens, chantre de « l'antiracisme », prêt à fustiger par exemple Robert Ménard le maire de Béziers lorsqu'il engage un décompte ethnique dans les écoles de la ville, qui lui emboîte le pas sans même sembler s'en rendre compte. Mais quel est donc le cadre idéologique et intellectuel qui permet aux racistes et antiracistes d'afficher les mêmes méthodes ? Derrière l'anecdote, ce sont des choses très sérieuses qui sont en jeu.

Le Communautarisme s'appuie en général sur des faits précis, réels, qu'il ne s'agit pas de nier, mais dont l'exploitation à des fins politiques revient à la remise en cause des règles républicaines qui permettent de vivre ensemble. Les exemples abondent. La tyrannie que subissent des filles dans certains quartiers doit-elle être l'affaire de la seule « communauté féminine » ? L'homophobie que subissent certains jeunes doit-elle être la seule question de la « communauté homo » ? La discrimination que connaissent certains Noirs ou Algériens doit-elle être réduite aux seules « communautés noires et arabes » ?

Évidemment, lorsque l'idéologie fascisante que porte notamment l'islamisme politique dans les quartiers frappe, c'est toute la république qui est concernée et ses principes universalistes qui sont attaqués. Cela pour les filles, les homos ou plus généralement pour l'embauche qui organise la discrimination au compte du capital. Contrairement à la République, les communautarismes enferment dans des ghettos les catégories concernées, tout en dénonçant la situation dans laquelle ils les ont eux-mêmes placées. La République a des règles qui permettent de vivre ensemble. Elle ne définit pas les citoyens en fonction de leurs différences mais en fonction des droits et devoirs qu'il leur revient de partager.

La démarche du journaliste américain et la préoccupation de Libération sont révélatrices d'une mise à mal de la tradition universaliste française, de la vie républicaine malmenées au profit d'un communautarisme

qui pointe et qui progresse chaque jour. En réalité « Libération » répond aux attaques récurrentes qu'on peut entendre ici ou là, notamment dans les milieux d'une certaine « gauche », qui mettent en cause « cet odieux entre-soi d'ignobles petits blancs frileux qui refusent de se faire enrichir culturellement ». La problématique communautariste n'est pas de savoir combien il y a de journalistes dans une rédaction, ce que sont leurs compétences, la ligne éditoriale qui les conduit, les choix rédactionnels qui sont faits, mais leur sexe ou la couleur de leur peau. Le journaliste américain poursuit d'ailleurs de façon non équivoque. L'absence des Arabes et des Noirs dans les rédactions parisiennes serait un élément clé permettant de comprendre et d'expliquer « Je suis Charlie ». « Je suis Charlie » exprimait une détermination opposée à l'islamisme politique auteur des assassinats du journal satirique. Cette détermination était donc, à en croire la démarche de notre confrère américain, une affaire de Blancs. Sans l'écrire explicitement, un journaliste arabe aurait sans doute mieux compris la démarche des assassins. La question politique était donc reléguée en arrière-plan. Voilà une des premières conséquences de ce communautarisme étranger à nos traditions républicaines qui substitue aux qualités, aux positions, aux compétences la couleur de peau, sujet politiquement correct, dans les milieux de « gauche » notamment, et qui revient au fond à tempérer la critique des actes criminels, et à trouver une explication « raciale » à leurs auteurs.

Comment en est-on arrivé là ?

Comment donc le pays de 1789 peut-il se trouver si perméable à ce qui est étranger à ses principes, à ses règles, à sa devise ?

Il existe une relation étroite entre la politique mise en œuvre et l'idéologie qui s'impose. Peu à peu, sous le coup de la destruction du bien commun, derrière les exigences du capital pour qui « le pognon » mis dans les aides sociales est une dépense superflue, ce sont les valeurs de solidarité, de fraternité, d'égalité qui ont été saccagées. Sans doute imparfaites jusque-là, ces valeurs avaient toutefois prise sur la société, incarnaient une conception de la vie commune. Aujourd'hui leur ont été substitués un individualisme forcené, un chacun pour soi et surtout personne pour les autres.

Le mode de production capitaliste a transformé nos sociétés en sociétés d'individus, cherchant à atomiser toute problématique pour laisser le sujet seul face au corps dominant. Seul, donc impuissant. La question n'est plus, ne doit surtout plus être le rassemblement des opprimés contre leurs oppresseurs.

L'individualisme revendiqué aboutit à exploser les communautés humaines. Tous les secteurs de la vie courante sont concernés. Sur le plan intime, la famille patriarcale par exemple est fustigée par tous ceux qui considèrent que cela coûte trop cher, que ça constitue une entrave à la mobilité et la flexibilité dont le capitalisme a toujours besoin, que ça incarne un lieu de solidarité contraire aux lois du marché idéal. Sur le plan social, l'individualisation est directement prônée contre le tout collectif. Les « lois Travail » de Hollande et Macron qui détruisent les conventions collectives, qui limitent les cadres de représentation des personnels, qui limitent ou liquident les garanties minimales n'ont d'autre but que de livrer le travailleur au bon vouloir de l'employeur, sans résistance collective possible. L'objet n'est plus l'antagonisme de classe entre capital et travail. Le salarié n'a plus comme ennemi que son collègue de travail. Pour tout « dégraissage », la question se résume à « qui passera à la trappe ». Le « lean-management », inventé dans le secteur automobile américain, et depuis propagé par la mondialisation dans tous les secteurs, revient à faire décider par un collectif de travail qui doit être viré. Telle est la loi du capital.

Avec les valeurs, c'est le cadre national lui-même qui doit être balayé. La bouillie intellectuelle dominante aboutit à assimiler les nations aux nationalismes et à leur faire porter la responsabilité de tous les maux de la société. Elles seraient responsables, donc doivent être détruites. En Yougoslavie « les bombardements humanitaires » ont fait leur œuvre. Comme en Libye ou en Syrie. Le capital opère jusque dans les détails. Les langues sont bouleversées au profit du « Globish », expression du politiquement correct à la mode américaine dont le dernier avatar est l'écriture inclusive qui exprime une conception étrange de l'égalité homme femme, et qui rend tout texte illisible.

Le communautarisme ennemi de la communauté politique

Les revendications les plus absurdes mêlées à cette idéologie, produit de la mondialisation capitaliste, donne naissance à ce communautarisme étranger à nos valeurs, mortifère pour la république elle-même. Dans les cantines scolaires on réclame du Halal ou du Casher, du végétarien ou du Vegan... La différence dès le plus jeune âge, plus rien de commun, voilà la consigne ! Le séparatisme et le différentialisme doivent ainsi s'imposer au républicanisme et à l'universalisme, érigeant les droits de l'individu-roi contre la communauté politique. Les exemples abondent. On pourrait ainsi parler des minorités sexuelles, des gays, des lesbiennes, des trans, des bi, et maintenant, dernier terme à la mode pour exprimer cette décomposition, des « genrés », des « cis », des « trans »... Une fois encore il ne s'agit pas ici de nier le malaise que peut connaître un individu ou un autre sur toute question, alimentaire, identitaire, sexuelle. Mais de comprendre où nous mène la considération de catégories à part au-dessus de la communauté politique.

La preuve par l'absurde. Nous sommes sur le plateau de Daniel Schneiderman. Celui-ci fait une émission sur les LGTB et remarque l'absence de femmes parmi ses invités qui rassemblent quatre représentants de ladite communauté gay.

Je ne suis pas un homme, je ne sais pas ce qui vous fait dire que je suis un homme, mais je ne suis pas un homme, le coupe un barbu.

L'apparence ?

Il ne faut pas confondre identité de genre et expression de genre. Je refuse qu'on me genre comme un homme. Je suis non binaire. Ni masculin, ni féminin.

Pour sa couleur de peau, l'homme se dira contre toute évidence « non blanc » car à moitié libanais.

Ainsi, partant d'un malaise personnel – indiscutable – et qu'il ne s'agit pas de nier, le malaise de s'être vu attribuer par la nature un sexe que l'on refuse, nous voilà sommés de ne « pas genrer » les individus, de ne pas reconnaître un homme ou une femme là où pourtant l'affaire ne fait pas de doute. Bref, de réduire le cadre collectif qui gère la communauté politique à une multiplicité de volontés individuelles.

Curieusement le communautarisme réclame l'ouverture à l'autre alors qu'il n'est d'abord ouvert qu'à lui-même. Il en est ainsi des « racisés » nouveau terme à la mode, employé ici ou là, dont les porte-paroles seraient le CRAN, (conseil représentatif des associations noires) ou encore le PIR (le parti des indigènes de la république). Il y a là une des expressions les plus nettes de la décomposition politique. On commence par se victimiser, puis on fait haro sur le Blanc, coupable de porter sur ses épaules le colonialisme... Sur le plan pratique, c'est pour cette raison que sont organisées des « journées d'études décoloniales » patronnées par des universitaires, interdites aux Blancs. On y trouve des militants du NPA, du PCF, et parfois même de la FI. Expression d'une décomposition intellectuelle qui renoue avec le gauchisme soixante-huitard qui prônait la nécessité de gagner les prétendues « nouvelles avant gardes » dont la caractéristique était d'abord d'être étrangères au processus de production, aux salariés, aux ouvriers.

Les dirigeants du PIR profèrent les plus abominables slogans racistes, revendiquent leur antisémitisme, les pétitionnaires attirés n'y ont jamais trouvé à redire et pas un tribunal n'a eu à les juger. La remise au goût du jour des critères « raciaux » et le développement d'une « haine des blancs » qui serait nécessaire pour en finir avec l'oppression coloniale, tout cela ne gêne nullement le gratin du gauchisme universitaire. L'« intersectionnalité des luttes », c'est cette étrange alliance des LGBT, des « racialisés », et de tous les groupes porteurs des lubies du moment, totalement indifférents à la situation de la grande masse du peuple, satisfaits de la marginalisation et de la division du mouvement ouvrier et tout fiers de leur auto-promotion au rôle de nouvelle avant-garde de l'histoire. Une farce qui accompagne le macronisme dont elle est l'autre visage.

La dislocation du bien commun au profit du capital financier a besoin de ces leurres que le système exploite à merveille. Tout ce qui s'oppose à la nation, à la république, aux lois communes est élevé au rang de nouveau mouvement révolutionnaire. Ainsi, Edwy Pleyne qui dirige Mediapart s'est-il fait le chantre de Tariq Ramadan pendant que Houria Bouteldja, la « camarade » responsable du PIR se réjouissait des pendaisons d'homosexuels à Téhéran tout en recevant le soutien de groupes pro LGBT comme le NPA ou encore d'une frange au sein de la FI. Cette incroyable confusion – qui est sans doute une des formes de «

l'intersectionnalité des luttes » - repose sur des mots d'ordre communs : feu sur la république, feu sur la laïcité, feu sur la liberté de penser et la raison, feu sur la nation. Mots d'ordre évidemment inoffensifs pour les classes dominantes mais qui entrent parfaitement dans leurs vues. N'y a-t'il d'ailleurs pas là une des faiblesses d'un mouvement défini comme gazeux, qui tolère en son sein des positions tellement diverses qu'elles peuvent aboutir à l'arrivée à une grande confusion et à quelques dramatiques contradictions.